

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE	
informations d'entreprise	p I
des luttes	p 5
Peugeot, Berliet, Nantes	p 7
St Etienne	p 22
LIAISONS	p 8
NOTES DE LECTURE	p 9
le drame des juifs européens	
CORRESPONDANCE	p II
un lecteur "intellectuel"	
lettre d'Algérie	
VIET-NAM	p 13
exposé d'un camarade	
LA QUESTION NATIONALE	p 17
REFLEXIONS	p 20
d'un camarade sur	
la question nationale	

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

NUMERO 39

MAI 1965

publications

- Les Cahiers de Pensée et Action (Hem Day B P 4 Bruxelles 29)
n° 26-27 - Socialisme et Liberté ; Marx et Bakounine ; Jame Guillaume
- Pouvoir Ouvrier (22 rue Léopold Bellan , Paris 2eme)
n° 69 - Guerre et révolution au Vietnam
- Lutte de classe (pour le pouvoir des travailleurs, Renault 73 rue Blanche Paris) avril 65 chez Peugeot , provocations patronales - un enseignement les femmes dans le travail - manifestations .
- Cahiers de l'humanisme libertaire (revue mensuelle d'études sociologique)
n° 110 - L'humanisme libertaire - Connaissance de Bakounine
- Socialisme ou Barbarie (organe de critique et d'orientation révolutionnaire)
n° 29 - L'homme révolutionné et l'homme révolutionnaire - Marxisme et théorie révolutionnaire (16 Rue h. Bocquillon Paris)
- Commission Internationale de Liaison Ouvrière (Yvernet 16 Rue du Commerce Paris)
n° 32 - Espagne (émigrés , A.S.O.) - Argentine - Notes bibliographiques
- Le Proletaire et Programme Communiste (parti communiste bordiguiste)
n° 31 - (BP 375 -Marseille Colbert) Bilan de faillite du "socialisme"
Le mouvement social en Chine - Histoire de la gauche communiste-
- Le monde libertaire (Fédération anarchiste - 3 rue Terneux - Paris) n° 112
La commune de Marseille . Sur la nouvelle émigration espagnole
- Noir et Rouge (cahiers d'études anarchistes communistes-Lagant BPII3 Paris 18)
n° 29 - Les élections (études et textes divers)-Consommation- Pologne
- Le peuple breton (organe de l'union démocratique bretonne) BP 103 Rennes
n° 17 -Les usines pirates ou réalités quotidiennes de la décentralisation
- La Révolution prolétarienne (syndicaliste révolutionnaire) 21 rue Jean Rober Paris (18e) n° 504 -Une étape vers le parti unique-l'union sacrée contre les Etats Unis- Les problèmes de la révolution: une "élite " organisée
- Liaisons Révoltes (Sedes - 144 rue de Flandres)
- Voix Ouvrières (Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire)
29 rue de Chateau Landon -Paris - Historique des luttes ouvrières chez Renault depuis 1945 (sur plusieurs numéros)
- Le Drame radiologique - Pignero - Crisenoy -77
- Jeunes Libertaires (Liaisons ,études , discussions)

Défense de l'Homme (mars 65 n° 197) parle en ces termes de l'Eglise que beaucoup présentent comme une force de progrès et de socialisme :

"Renovacion" rappelle que le "Petit Journal" de Montréal estimait récemment la richesse du Vatican à 125 millions de dollars . Ces dollars sont investis dans un grand nombre de banques et de sociétés . Cette fabuleuse richesse expliquerait fort bien certaines capitulations que la revue "Aux Ecoutes " du 4-3-65 résume en ces termes: " Le cardinal Cicognani , secrétaire d'Etat du Vatican , vient de marquer un point dans le litige qui , depuis plusieurs années oppose l'Etat pontifical au fisc italien. A la requête du prélat , la commission budgétaire du Parlement a dispensé le Saint Siège de payer l'impôt de 15% sur les dividendes des actions italiennes qui se trouvent en sa possession. A l'origine de ce privilège qui surprend tous les italiens quelles que soient leurs options politique il y a eu d'obscures et subtiles transactions. Il y a même eu une manœuvre qu'un journal italien a qualifié de chantage. Menacé d'être assujéti à la taxe comme tous les contribuables, le Vatican a fait savoir que si une exemption ne lui était pas accordée, il jetterait sur le marché toute les actions italiennes qu'il possède et achèterait des valeurs étrangères. L'opération était susceptible de déclencher une crise boursière, d'autant plus grave que le Vatican est propriétaire d'un cinquième des valeurs italiennes. Le gouvernement de la péninsule, en dépit de l'ouverture à gauche a préféré capituler."

en France des travailleurs

RENAULT (Billancourt)

Des débrayages dans les départements mais d'un atelier à l'autre on l'ignore et l'Humanité parle d'agitation chez Renault.

Les tracts syndicaux parlent des élections présidentielles, à la caisse de retraite de la nationalisation, du comité d'entreprise, mais bien peu de Peugeot ou de Berliet.

"ça bouge" dit un tract CGT du lundi 26 avril qui m'a appris qu'au département I4 (où je travaille) "les travailleurs signent une lettre individuelle adressée à Dreyfus portant leurs revendications". Première nouvelle. Ça a dû être rudement secret parce qu'aucun des gars du I4 n'en a parlé... Le mardi 27 le délégué CGT est venu me trouver à ce sujet; c'est quand même bien discret. Et d'organiser des meetings Place Nationale à la coupure de midi (avant c'était dans une salle de Boulogne à 18h- ça se rapproche) pour "exiger que la direction accorde la satisfaction de vos revendications"...

Côté CFDT un tract du 22 avril déclare "Travailleurs, nous vous attendons". et râle parce que les délégués CFDT n'ont pas été convoqués au chronométrage des postes de la chaîne des moteurs du département I4 (au nom de l'unité). Or le délégué CFDT travaille sur cette chaîne et n'a rien dit ni fait lors du chronométrage.

-:-:-

Quand on discute dans l'usine on a l'impression qu'ils ne sont pas sensibilisés par ce qui se passe ailleurs et qu'ils ne se soucient que des vacances prochaines. Pourtant, chacun se tient au courant, mais tient secrètes ses pensées en refusant de discuter; méfiance des mots d'ordre, des organisations, de tout ce qui peut toucher à la "politique", pour d'être encore une fois berné ou exploité...

Les syndicats encaissent l'éloignement des ouvriers. Ils en parlent même abondamment:

"la diminution du nombre des syndiqués en 64 et 65 met en cause la possibilité pour notre syndicat ... (tract CGT du 18/3/65)... " la CGT a perdu à Flins 23% lors des élections de délégués"... (tract CGT du 29/3/65).

La CFDT ploure aussi sur la "triste réalité" française "où à peine un travailleur sur quatre est syndiqué".

Les raisons de cet éloignement, les syndicats ne se mettent pas en cause:

- à Flins "le C.E. n'a pu réaliser l'arbre de Noël.. le responsable essentiel c'est le patron .. qui donne une subvention insuffisante " (tract CGT du 29/3/65)
- " la situation française est un encouragement à la non syndicalisation puisque le non-syndiqué bénéficie de tous les avantages acquis par l'action syndicale". (tract CFDT du 22/4/65) (on se demande lesquels?).

Le remède pour avoir des syndiqués pour les contrales, c est la contrainte:

- économique: "qu'il faille être syndiqué pour bénéficier de la convention collective, soit qu'un certain nombre d'avantages soient réservés exclusivement aux syndiqués" (tract CFDT- 22/4/65). Le 2 mars, la CFDT déclarait qu'il fallait "créer les conditions nécessaires" à l'action "en premier lieu une syndicalisation beaucoup plus importante.

- politique: " ce qu'il faut c'est revenir à l'esprit de la Résistance qui les (les nationalisations) a inspirés et dont le souci était l'intérêt du peuple français "... (tract CGT du 26/2/65). C'est-à-dire revenir aux temps bénis où l'on pouvait accuser n'importe qui de "fascisme" avec toutes menaces à la clé.

-:-:-:-

Le vrai problème actuel de Renault et qui intéresse les ouvriers de Billancourt, les syndicats n'en parlent pas. Il faut aller dénicher les p.v. de Comité d'entreprise derrière les panneaux grillagés (que personne ne peut lire d'ailleurs). La Direction est inquiète du "vieillissement du personnel" et expose toutes les méthodes pour déclasser les plus de 5 ans, les amener à quitter l'usine ou tout au moins leur faire accepter des diminutions de salaires et des mutations d'emploi. Il est fréquent de trouver dans l'usine des ouvriers qui ont entre 13 et 30 ans de boîte, c'est le fruit de la stabilité d'emploi et la direction considère que c'est mauvais: entre les vieux et les ouvriers étrangers ou agricoles, qui passent, il n'y a rien pour assurer la continuité de l'usine et l'encadrement de base. Alors pour faire la place, c'est le grand nivellement, suivant une politique bien concertée. J'ai été moi-même en ballade 18 mois (balayage, Flins, Savien) et, revenu au département que je connaissais bien, c'est comme si je venais d'entrer. Les uns et les autres ont été expédiés dans différents ateliers, s'ils ne sont pas partis. Aucune organisation n'en fait état et on a peu d'informations -sur l'horaire (une majorité ferait 48h actuellement)- sur les mouvements (refus de faire plus de 48h, débrayages...). Il ne semble pas y avoir d'inquiétude et pourtant plus que jamais l'ouvrier est un pion que l'on déplace au gré des besoins.

JEUMONT-SCHNEIDER (construction électrique- St Denis)

rien, ni des syndicats, ni de la base. Certains ateliers (presse, tôleries, étamage, peinture) font jusqu'à 60h par semaine, syndicalistes en tête. Les délégués préparent la fête des mères. Tracts sur le Viet-Nam mais rien sur Peugeot ou Berliet.

SUD AVIATION (fusées- Courbevoie).

"Grande campagne" de débrayages soigneusement orchestrée: chaque atelier doit y aller chacun son tour, 3/10 d'heure (18 minutes) par semaine, pas plus ni moins. Et au début ou en fin de journée, suivant les directives patronales -sans doute pour faciliter la comptabilité- Ça se retrouve à 12 dans la cour.

Les dessinateurs, la semaine passée, ont voulu changer et faire grève au milieu de la journée; ils se sont retrouvés lock-outés, derrière la porte fermée. Une heure après, les délégués ont donné le mot d'ordre: "tous dans la rue". Dans l'atelier on s'était mis d'accord pour rester à occuper l'usine, mais comme on n'avait que 5 minutes pour se retourner, on n'a pas pu prendre contact avec les autres ateliers et nous nous sommes retrouvés dehors "dans le mouvement". Environ 500. Mot d'ordre syndical: crier "ouvrez les portes". Comme cela ne donnait rien on s'est ensuite promené dans Courbevoie en chantant "des sous Charlot". Ca devenait la kermesse: les bistrots et les filles retenaient les traîneurs...

La CFDT a proposé une journée d'arrêt et de bloquer le pont de Neuilly. La CGT s'y est opposée et propose des débrayages d'1/4 heure par 1/3 dans l'usine autrement dit, changer la minuterie.

La CGT cite en exemple Marignane, le modèle des luttes, 95ème débrayage en 4 mois, pas un sou de rallonge.

Tout cela amuse les ouvriers qui paraissent s'en fiche. Ils suivent parce que c'est toujours ça de pris sur le boulot, mais ne prennent pas du tout ces mouvements au sérieux.

D'UN PEU PARTOUT

Contre les travailleurs étrangers en grève

-les patrons appellent tout de suite la police sur deux chantiers du bâtiment (16ème rue Nicolet et à Sceaux).

Par solidarité avec deux travailleurs

licenciés parce qu'ils découpaient au chalumeau un vieux roulement pour récupérer les billes pour leurs mêmes- grève totale des 2000 ouvriers de la SAFE (aciérie) à Hagondange (Moselle). On n'a jamais su la suite.

Conflit de pouvoir dans l'entreprise

entre délégués et patrons. Au cours d'une grève, les délégués eux-mêmes avaient pris des mesures de sécurité. Licenciés avec accord de l'Inspecteur du Travail pour avoir "usurpé l'autorité de la direction ainsi que de s'être immiscés dans le dispositif de sécurité " (sic).

Grève illimitée

à la SOMECA (caoutchouc) à Carcassonne pour demander l'égalisation de la semaine de travail à 48h. (certains ne faisant que 40h d'autres plus de 48h).

Fermeture totale et définitive de l'usine

Perrin-électronique à St Nabord (Vosges) parce que les 130 ouvriers s'étaient solidarisés avec 9 ouvriers licenciés.

Ventes de main d'oeuvre

Après les portugais et les marocains, ce sont les turcs qui sont vendus par leur gouvernement aux industriels français (accord signé à Ankara).

La résistance aux effets de l'automation

encore un nouveau cargo désarmé parce que l'équipage s'est mis en grève contre la réduction des effectifs.

Un bon cheval anti-américain

Les licenciements chez Bull comme si les ouvriers pouvaient choisir un mieux entre Michelin et la General Electric. "Paris n'est pas en Arizona" titre l'Humanité du 24/4/65.

Une nouvelle tactique syndicale?

Les manifestations "par délégation" à Paris. On avait vu ça pour les mineurs de fer. Ca a recommencé avec le textile; puis les bretons... On ne déplace que les gens sûrs.

"Union de la classe ouvrière"...

"..contre l'armement atomique des revanchards allemands... le retour à la nation de ses richesses économiques " (tract CGT du 1/5/65.)

Le rôle de l'ouvrier

"Au sein du secteur privé, le rôle de l'ouvrier est de surveiller son patron, de le dénoncer s'il tente de frauder le fisc. Il doit tout faire pour connaître les secrets de fabrication et les secrets de vente. Son état n'est que provisoire car à plus ou moins brève échéance, les entreprises privées tomberont aux mains de l'Etat. En attendant ce jour, tout conflit surgissant entre ouvriers et patrons doit trouver sa juste solution dans la négociation. Le recours à la grève n'est toléré que si le "capitalisme" refuse de respecter les lois défendant les droits des travailleurs "

(résolution du 2ème congrès de l'UGTA- Alger - Le Monde 30-3-65)

des luttes

L'automne et l'hiver ont été réservés aux entreprises publiques. Les "grandes luttes" revendicatives se sont perdues dans le marais des commissions Tou-tée et autres. Les organisations syndicales y ont sans doute gagné de nouveaux rapports avec le pouvoir. Qui peut dire ce que les travailleurs y ont gagné ou perdu?

Aujourd'hui ce sont les entreprises privées. Ou plutôt il y a trois cas "majeurs": Peugeot, Berliet, Nantes qui se dessinent, sur la trame de fond habituelle des luttes; ces "petites" luttes que l'on ressort à la une ou que l'on rentre dans le placard selon les nécessités des jeux politiques et syndicaux. Et les "cas majeurs", ce ne sont pour l'instant que des "mouvements", même pas une grève totale; et deux usines sur cinq pour l'automobile.

Cela suffit pourtant pour faire entrer en tranes tous les pêcheurs d'agitation, les appareils en place ou briguant les places. C'est un même écho: "le ton monte... les conflits sociaux se développent... les conditions sont favorables... C'est maintenant que nous pouvons saisir le bon bouc..." (extraits d'articles enflammés).

Les dirigeants syndicaux accusent les dirigeants patronaux "d'attaque concertée", bien que la plupart de leurs journaux confirme que "le climat reste calme". Outre les conditions locales de règlement de compte syndicats-patrons, il faut toujours se demander quelle ligne politique peut pousser les syndicats à freiner ou à développer jusqu'à une certaine limite une "campagne revendicative" camouflant des instructions secrètes, sous des actions spontanées, noyant des actions spontanées dans des manifestations plus importantes en surface et beaucoup moins dangereuses pour leur autorité. La situation actuelle est loin de requérir des grandes manoeuvres à l'échelle nationale comme par exemple pour la grève des mineurs de 63. Beaucoup de battage. Peut-être à cause de la loi en discussion sur les comités d'entreprise (il est beaucoup question côté syndicats- surtout chez Peugeot- des "droits syndicaux"). Peut-être à cause de l'année électorale pour camoufler d'inexplicables positions politiques...

Il est bien trop facile de faire peser sur le "régime gaulliste" tout le poids des "responsabilités" ou des "volontés" de brimer les travailleurs. Comme les syndicats se disputent le pouvoir des travailleurs, le gouvernement se dispute le pouvoir des capitalistes; comme des clans dirigeants s'affrontent côté syndicats d'autres clans (ou les mêmes) s'affrontent côté de l'Etat. Et le gouvernement est trop heureux de faire croire à son autorité et à l'efficacité de sa politique, vertus que lui reconnaissent précisément les déchaînements aussi sommaires qu'ils restent verbaux "Charlot des sous".

Restent face à face, si l'on dépasse tous ces intermédiaires du pouvoir social, les détenteurs du pouvoir social réel: les dirigeants capitalistes, et ceux qui se le font prendre, les travailleurs.

Côté patronat, les dirigeants n'ont pas tant besoin des ordres gouvernementaux pour ne rien lâcher: faire supporter aux travailleurs les vicissitudes de la production en les réduisant au niveau de machines, élargir la part de plus-value extorquée aux ouvriers pour soutenir la concurrence plus aigüe; tout ceci est habituel mais il y a des moments comme actuellement où ça devient inhabituel. Et insupportable. Reste à expliquer pourquoi dans toute l'automobile, soumise actuellement à un régime semblable, Berliet et Peugeot, entreprises familiales se trouvent devant une "agitation sociale". On vous laisse le soin d'y réfléchir (et de faire des rapprochements Bull-textiles du Nord, etc..)

En fin de compte, ce sont les travailleurs qui font les frais de ces règlements de compte entre groupes capitalistes, qui se retrouvent dans les conflits politiques. C'est ce qui autorise les syndicats ou certains groupes jusqu'au boutistes à dire que "c'est le moment" favorable. Comme des généraux définissent une tactique pour leurs troupes. D'autres cherchent des "conditions locales" ou "l'acceptation passive" des autres travailleurs pour expliquer que Berliet et Peugeot ne déclenchent pas l'embrasement universel.

Des travailleurs luttent-ils plus ni moins que d'habitude- contre des dirigeants capitalistes- ni plus ni moins après que d'habitude- divisés et balotés par les tactiques syndicales- ni plus ni moins que d'habitude. Mouvements spontanés de révolte ouvrière- peut-être au début, ou quand cela commence à "pousser" dans les refus catégoriques patronaux et l'immobilisme syndical. Il reste que, jusqu'à maintenant, les dirigeants capitalistes peuvent tenir leur "ligne politique dure" du moins tant que les dirigeants syndicaux tiennent les luttes bien en mains.

PEUGEOT

23.000 ouvriers- Sochaux.

Un mécontentement général: l'horaire est passé de 47h30 (début 64) à 40h (été 64), à 3h45 (5 avril 65) et 46h15 (3 mai). Les salaires ont plafonné à 43h30 (fonds de compensation) de sorte que pour 3h45 de plus par semaine, l'augmentation est de 1%.

Le patronat juge sévèrement la direction Peugeot qui "a commis une imprudence en augmentant les salaires de 1% il y a 15 jours... réfléchir sur l'inconvénient... de consentir des indemnités qui ne rémunèrent pas un travail réel..." (Les Echos, quotidien patronal, 13/4/65).

Des actions de la base:

débrayages dès le 5 avril aux presses, puis le 7 à la tôlerie, cortèges dans l'usine pour faire débrayer d'autres ateliers. Comme d'habitude bien peu d'informations sur cette période (voir Voix Ouvrière- N° 35- 20/4/65).
revendication de salaires: paiement intégral des 3h45 supplémentaires.

La prise en main par les syndicats

Pas de comité de grève- même syndical- pas de consultation sur la grève. Les directions syndicales décident de tout. Des caïds CGT et CFTC descendent de Paris (ils prendront la parole dès le 13 avril). Les syndicats introduisent leurs propres revendications: l'augmentation du nombre des délégués ramené légalement de 80 à 52. On peut même se demander si tout le mouvement n'a pas été "spontanément provoqué" pour cette guerre syndicats-patron ou au moins utilisé

La grève est "normalisée"

A partir du lundi 12 avril, les débrayages sont en fin d'équipe. 10h45 à 12h et 20h à 21h45 et hors de l'usine (Place des Ecoles). Ça répond au désir de Peugeot qui a au début du conflit interdit la reprise avant le poste suivant. A une de ces assemblées, Minazzi (CGT) "invite les ouvriers à se montrer calmes et à dénoncer tout sabotage". (La Dépêche- 13/4/65). De même à Indenor (Mulhouse-boîtes de vitesse Peugeot), les débrayages sont en fin d'équipe.

Armistice autour de Pâques (sans l'avis des ouvriers). Reprise au même rythme le 21 avril. Le Vendredi 23, c'est même adapté aux horaires spéciaux de fin de semaine, ce qui permet de pavoiser que "Peugeot accélère les débrayages aujourd'hui".

Mais cela risque de lasser et plus encore de faire reprendre une

En fin de compte, ce sont les travailleurs qui font les frais de ces règlements de compte entre groupes capitalistes, qui se retrouvent dans les conflits politiques. C'est ce qui autorise les syndicats ou certains groupes jusqu'au boutistes à dire que "c'est le moment" favorable. Comme des généraux définissent une tactique pour leurs troupes. D'autres cherchent des "conditions locales" ou "l'acceptation passive" des autres travailleurs pour expliquer que Berliet et Peugeot ne déclenchent pas l'embrasement universel.

Des travailleurs luttent-ils plus ni moins que d'habitude- contre des dirigeants capitalistes- ni plus ni moins âpres que d'habitude- divisés et balotés par les tactiques syndicales- ni plus ni moins que d'habitude. Mouvements spontanés de révolte ouvrière- peut-être au début, ou quand cela commence à "pourrir" dans les refus catégoriques patronaux et l'immobilisme syndical. Il reste que, jusqu'à maintenant, les dirigeants capitalistes peuvent tenir leur "ligne politique dure" du moins tant que les dirigeants syndicaux tiennent les luttes bien en mains.

PEUGEOT
23.000 ouvriers- Sochaux.

Un mécontentement général: l'horaire est passé de 47h30 (début 64) à 40h (été 64), à 3h45 (5 avril 65) et 46h15 (3 mai). Les salaires ont plafonné à 43h30 (fonds de compensation) de sorte que pour 3h45 de plus par semaine, l'augmentation est de 1%.

Le patronat juge sévèrement la direction Peugeot qui "a commis une imprudence en augmentant les salaires de 1% il y a 15 jours... réfléchir sur l'inconvénient... de consentir des indemnités qui ne rémunèrent pas un travail réel..." (Les Echos, quotidien patronal, 13/4/65).

Des actions de la base:

débrayages dès le 5 avril aux presses, puis le 7 à la tôlerie, cortèges dans l'usine pour faire débrayer d'autres ateliers. Comme d'habitudes bien peu d'informations sur cette période (voir Voix Ouvrière- N° 35- 20/4/65).
revendication de salaires: paiement intégral des 3h45 supplémentaires.

La prise en main par les syndicats

Pas de comité de grève- même syndical- pas de consultation sur la grève. Les directions syndicales décident de tout. Des caïds CGT et CFTC descendent de Paris (ils prendront la parole dès le 13 avril). Les syndicats introduisent leurs propres revendications: l'augmentation du nombre des délégués ramené légalement de 80 à 52. On peut même se demander si tout le mouvement n'a pas été "spontanément provoqué" pour cette guerre syndicats-patron ou au moins utilisé

La grève est "normalisée"

A partir du lundi 12 avril, les débrayages sont en fin d'équipe. 10h45 à 12h et 20h à 21h45 et hors de l'usine (Place des Ecoles). Ca répond au désir de Peugeot qui a au début du conflit interdit la reprise avant le poste suivant. A une de ces assemblées, Minazzi (CGT) "invite les ouvriers à se montrer calmes et à dénoncer tout sabotage". (La Dépêche- 13/4/65). De même à Indenor (Mulhouse-boîtes de vitesse Peugeot), les débrayages sont en fin d'équipe.

Armistice autour de Pâques (sans l'avis des ouvriers). Reprise au même rythme le 21 avril. Le Vendredi 23, c'est même adapté aux horaires spéciaux de fin de semaine, ce qui permet de pavoiser que "Peugeot accélère les débrayages aujourd'hui".

Mais cela risque de lasser et plus encore de faire reprendre une

action autonome. Changement de programme le 28 avril: même rythme de débrayage mais défilé dans les rues de Sochaux pour celui du matin.

" Ce défilé, a déclaré à ce sujet un porte-parole de la CFDT a pour but de permettre aux ouvriers de se défouler. Ils en ont assez de ces meetings platoniques, répétés chaque jour aux mêmes heures. "

" En prévision de cette manifestation de demain, des slogans revendicatifs ont été appris et répétés au cours d'un meeting qui s'est tenu hier matin, un chanteur don-
nant le ton au micro sur l'air de " il était un petit navire" ou "nous n'irons plus au bois". (Est Républicain- 27/4/65). Les journaux parleront de kermesse.

Le 28, le débrayage dure 3 heures- toujours en fin d'équipe- nouveau défilé "spontané" (dit "l'humanité" 28/4/65).

En résumé: tout est bien canalisé, pas de grève totale, pas d'occupation, bien que les syndicats doivent changer de tactique pour répondre à la combativité. "Syndicats et Direction de Peugeot hésitent devant la gravité d'un conflit ouvert" (Les Echos- 13/4/65).

La direction qui refusait de discuter accepte une commission "sans préalable" le 11 avril (au moment où les syndicats ont le mouvement bien en mains). "dans un climat extrêmement courtois" (Rimbaud- Inspecteur du travail- 15/4/65).

Seul résultat: les 77 mises à pied de la tôlerie-sud (là où le mouvement semble avoir débuté) sont raccourcies d'un jour (parce que la direction a besoin de caisses embouties disent les syndicats).

10 licenciements dont 5 délégués ne sont pas rapportés- rien sur les salaires. La technique des grèves en fin de poste réduit la production mais ne gêne pas celle des heures travaillées. Il n'y a pas de grèves bouchons; il n'y a pas de lock-out; chacun est quitte. Les syndicats renoncent à troubler les cérémonies de lancement de la 20.

Patrons et syndicats se battent à coup de déclarations, de pourcentages de grévistes, etc.. mais on ne se fait pas de mal.

Il semble que ni les uns ni les autres ne soient sûrs des réactions ouvrières (les débrayages sont fluctuants, de 30 à 60% des ouvriers).

Berliet

II.000 ouvriers- Vénissieux-Rhône.

Action catégorielle des 500 réglieurs: 0.30 de l'heure, salaire garanti mensuel (173h), mensualisation réelle. 4 jours de grève; le 12 avril arrêt presque total.

Lock-out à partir du jeudi 15 avril - prétexte: désordres dans la production- les syndicats: ça arrange la direction, les ventes ne marchent pas-3000 mensuels débrayent le 11 pour les salaires.

Aucune réaction des syndicats qui "invitent les ouvriers à se présenter le 20 à la porte" - ni des ouvriers (aucune action autonome). 1500 sur II.000 d'entre eux manifestent le 20 devant les grilles. Palabres syndicales avec les autorités de toutes sortes- débrayage de 3h de la métallurgie lyonnaise le 21: 3000 manifestations en cortège devant la Chambre patronale (qui en prend prétexte pour annuler les discussions de salaires en cours dans la métallurgie).

Lève du lock-out le 20 "sans préalable" mais aussi sans aucune solution aux revendications, pas même au paiement des journées de chômage forcé (sauf le lundi de Pâques). L'accord d'entreprise est maintenu. "succès...victoire" clame la CGT. Tu parles !!

On repart à zéro: réglieurs et mensuels reprennent les débrayages tournants; le 23 ceux-ci se retrouvent à la porte et scutenus par un débrayage général des ouvriers de 11 à 16h... qui se battent ainsi pour la catégorie au-dessus., et pour la garantie d'un salaire de 40h par semaine. La direction reste sur ses positions; la police autour de l'usine aussi.

Dans la rue maintenant comme à Sochaux: le 28 avril, 6000 ouvriers défilent 2h dans Vénissieux puis rentrent aux cris de "Berliet peut payer". Mais les syndicats sont parfois débordés: le 27 avril, les mensuels restent dans l'usine en cortège et envahissent la direction; les ouvriers suivent l'après-midi et brisent des portes. La direction parle de sanctions et les responsables syndicaux "d'un phénomène spontané qui s'est fâcheusement produit alors qu'eux-mêmes étaient en discussion à l'inspection du travail". (c'est pas moi, c'est eux). Ils rappellent que leur position est fondée sur "l'ouverture d'un dialogue et non d'un combat" (qui en aurait douté) (les citations sont du Monde 28/4/65).

Nantes

3. 10 ouvriers- Ateliers et Chantiers de Nantes-construction navale. Annonce le 12 avril de 350 licenciements et 100 misés en pré-retraite Débrayages et défilés (voir St Nazaire- brochure I.C.).

Ca continue jusqu'au 23 avril "en attendant la décision du ministre" les syndicats axent les revendications sur la retraite à 60 ans pour la région Nantes St Nazaire. Débrayages limités à Nantes et St Nazaire. Occupation "symbolique" des chantiers pendant 2 heures le 20 avril. Report des licenciements- "pas de pré-retraite généralisée" a dit le ministre. Patronat et syndicats cherchent une "solution spécifique" sous la présidence du maire de Nantes (Morice). Toujours des débrayages limités avec défilés.

---:---:---:---

licenciements

Réunion des camarades de Paris - 24 AVRIL 1965

25 camarades présents - 3 excusés- (assurances générales- Crédit Lyonnais, Imprimerie, Enseignement, Huiles Labo, Jeumont-Schneider PTT, Renault, Secours, Sud-Aviation, Travaux Publics, Etudiants)

- I- INFORMATIFS d'entreprise: figurent sous la rubrique "les travailleurs en France".
- II- CRITIQUE du bulletin:
- d'après la lettre d'un camarade de Paris: "modèles" (avril 65-N° 38-p.3): "je n'aime pas ce genre d'équilibre entre USA et URSS, nous avons autre chose à faire. Ce sont deux régimes d'exploitation, il n'y a ni endroit, ni envers, il y a l'exploitation et ses conséquences".
 - "Syndicats et syndicalistes" (avril 65- N° 38-p.2): "il y a de nombreux exemples de participation syndicaliste aux élections municipales. Hébert et Lebrun sont les plus connus".
 - "une expérience syndicale" (avril 65- N° 38-p.): "il aurait été nécessaire de montrer qu'elle reste dans les cadres du régime et qu'elle ne peut rien apporter. La critique du syndicalisme n'étant pas faite par rapport au système d'exploitation que nous subissons, les camarades ne peuvent que continuer la confusion. Les travailleurs veulent-ils aménager le système d'exploitation subi ou désirent-ils supprimer l'exploitation?"

- dans la diffusion, il faudrait éliminer les envois de propagande faits depuis plusieurs mois- sans résultat.
- pourquoi mentionner les publications de groupes "d'extrême-gauche" et citer ces groupes? Cela ne présente pas d'intérêt. Encore une fois la discussion s'engage sur cette question, des camarades faisant ressortir la nécessité de citer les publications dont nous pouvons critiquer idées et positions pour que chacun puisse se les procurer et en prendre connaissance par lui-même et ne pas accepter sans contrôle ce qui en est dit.
- trop de place donnée dans les derniers numéros aux informations de l'étranger (USA-Belgique). Il faudrait davantage s'étendre sur la situation en France.
- rectificatifs au bulletin N° 38- avril 65: informations d'entreprises page 18: les taux horaires de Jeumont en ce qui concerne les manoeuvres sont les taux nots (pour eux seulement, il n'y a pas de boni).- Huiles Labo: la suppression des heures supplémentaires n'est pas une mesure récente.

- III- DISCUSSION sur le VIENT-NAM: exposé et discussion sont repris dans ce bulletin.
- IV- CORRESPONDANCE: lecture de lettres de camarades de La Rochelle, Orly, Colombes, Bourges, Grasse, Londres, Vitry.
- V- CONTRIBUTIONS pour IC: 50 Fr.
- VI- PROCHAINE REUNION: SAMEDI 22 MAI à 15h.
(textes et propositions de discussion parviendront aux camarades).

N.B.- en ce qui concerne les informations d'entreprises, une camarade a fait l'objection, hors de la réunion, que l'échange ne devrait pas être limité au domaine étroit (et parfois de peu d'intérêt pour celui qui est étranger à l'entreprise) des informations sur les revendications et l'activité syndicale, mais étendu le plus largement possible à tout ce que chacun peut observer non seulement dans l'entreprise mais dans toute la société.

-:-:-

notes de lecture

"Le Drame des Juifs européens"- par Paul Rassinier- Ed. Les Sept couleurs.

Paul Rassinier n'est pas un inconnu pour tous ceux qui lisent couramment la presse, nous ne parlerons pas de l'homme lui-même, mais de ses écrits. Déporté lui-même P.R. essaie depuis vingt ans de démythifier tout ce qui a pu se dire sur les camps de concentration et les exterminations. Aussi est-il normal que nombreux soient ceux qui s'y opposent, surtout ceux qui ont fait carrière à ce sujet et ceux qui basent toute leur politique sur des mythes.

Après un bref rappel de ses livres précédents sur ses expériences dans les divers camps de concentration (Le Mensonge d'Ulysse) et sur ses recherches historiques (Le Procès Eichmann) ce nouveau livre est consacré à de nombreuses statistiques sur la

population juive (invention-mensonges-brouillages des chiffres donnés, réparations versées, etc.). Les réparations offertes à l'Etat d'Israël ont fait rêver les tziganes qui se sont trouvés un chef suprême afin de réclamer des indemnités pour trois millions et demi d'entre eux exterminés (les statistiques situent ces exterminations à 300-350.000).

P.R. dit : " il faut comprendre les victimes animées par un ressentiment à la mesure de ce qu'ils ont souffert et le coupable est le juge qui les a crus". De nombreux documents montrent que généraux ou simples "SS" ont souvent rendu compte que leur unité a exterminé des milliers de juifs pensant que ces récits sauveront leur vie, cela va de soi dit P.R. et n'appelle aucune explication.

P.R. donne quelques exemples des profiteurs des camps de concentration et montre qu'aucun journaliste n'a essayé de démêler le vrai et le faux dans toutes ces questions. Des "spécialistes" ont fait de nombreuses erreurs, les historiens interprètent les moments historiques, périodes où il est proposé à l'homme une infinité de problèmes et il en est même que l'homme peut cotoyer toute une vie sans soupçonner leur existence.

P.R. rappelle l'origine de l'anti-sémitisme dans le national socialisme.

Une partie importante du livre est consacrée aux témoins et aux témoignages: compte-rendus de procès, roman chez la portière à propos du Cyclon B, chiffres fantaisistes des témoignages comme celui du hongrois M.Nyzli, publicité littéraire, etc.. La plupart de ces gens sont plus des accusateurs que des témoins, ils veulent surtout des réparations encore plus substantielles. Il n'y a pas lieu d'être historien pour faire partie de la commission des crimes de guerre de Varsovie, il suffit d'être communiste.

La dernière partie du livre est sans doute la plus importante, mais elle nous dépasse, ce sont de nombreuses statistiques sur la population juive, de nombreuses références, c'est l'effort de l'historien dans la recherche de la vérité. P.R. dit: " la politique se fonde généralement sur des conjonctures élaborées presque toujours en fonction des intérêts personnels des politiciens qui les autorisent ".

Contrairement à ce que la plupart des journaux "résistants" que nous connaissons ont affirmé, P.R. ne nie pas les camps de concentration, il ne nie pas l'extermination des juifs. Il considère qu'un million et demi de juifs environ ont été victimes du nazisme, il estime que ce nombre est déjà suffisamment horrible et qu'il est inutile de vouloir amplifier démesurément comme l'ont fait de nombreux auteurs donnant de six à dix millions de juifs exterminés.

Le but du livre semble une recherche de la vérité, une recherche de la vérité historique. Pour quels motifs faut-il ajouter encore à l'horreur de la guerre? Quels sont les buts des falsificateurs de cette vérité?

Par ses idées, par ses recherches, P.R. veut démontrer qu'aujourd'hui encore, au milieu du XXème siècle que ce sont les vainqueurs qui ont toujours raison et qui écrivent l'histoire à leur manière comme depuis des millénaires, ils tirent toujours la couverture à eux. Les vaincus sont toujours chargés des plus grands crimes.

Livre très controversé, livre qui déclenche les passions dans la presse mais livre qu'il est intéressant de connaître en ce qu'il essaye de rejeter n'importe quel mythe.

UN EST PATRIOTE

Les organisations syndicales CGT, CFDT, F... appellent les employés, ouvriers, cadres, personnels de démonstration des grands magasins parisiens à faire grève le samedi 8 mai et à participer aux fêtes commémoratives (communiqué de l'Humanité du 7 mai 1965)

Les autres samedis, ils peuvent travailler, pas de patrie ne de "victoire" à célébrer ces jours là.

correspondance

-un lecteur "intellectuel": "lecteur régulier de votre bulletin, je voudrais vous communiquer quelques réflexions, je pense que l'intérêt de ces Cahiers est de stimuler la discussion entre travailleurs et non, comme c'est le cas de la plupart des périodiques dits ouvriers, de fournir à des lecteurs passifs et affamés de mots d'ordre une "nourriture spirituelle" faite de doctrines préfabriquées de plateformes politiques ou de programmes d'action. Vous n'êtes ni un parti, ni une secte, vous êtes un groupe où se retrouvent des gens qui, opposés aux organisations ouvrières établies, cherchent à trouver ensemble des moyens et des solutions pour lutter efficacement contre le système d'exploitation matérielle et morale où nous vivons, et pour construire un monde où l'exploitation de l'homme par l'homme sera disparue. Votre but, c'est l'émancipation totale du travail. C'est un but qui est, du moins théoriquement- commun à toutes les tendances du mouvement ouvrier, qu'elles soient anarchistes, ou marxistes, révolutionnaires ou réformistes. Je dis bien théoriquement, car seule la pratique, l'action peut démontrer la justesse ou l'erreur de ces tendances dont aucune n'a jusqu'ici fourni la preuve de son efficacité ou de sa supériorité sur les tendances rivales ou ennemies.

Ce sont précisément ces échecs répétés des luttes ouvrières-échecs tout au moins par rapport au but recherché- qui doivent nous rendre méfiants envers toutes les solutions théoriques et pratiques traditionnelles. Ces échecs évidents doivent surtout nous rendre méfiants envers les étiquettes courantes qui désignent l'appartenance aux "grandes" doctrines ou écoles politiques, et qui, le plus souvent cachent un esprit sectaire ou une fidélité douteuse ou bornée à un maître ou un chef d'école, bref à des évangiles profanes où l'on cherche des réponses aux questions angoissantes et des remèdes aux souffrances infligées par l'ordre établi.

Si réponse, et remède il y a, c'est à nous-mêmes de les rechercher dans et par la réflexion, dans et par la discussion, communes. Sans doute, tels penseurs révolutionnaires peuvent nous être de quelque secours, mais il nous incombe de ne pas accepter de leurs idées sans les avoir comprises par nous-mêmes. Notre propre intelligence doit être notre seule autorité et nous ne devons pas abdiquer devant les élites et avant-gardes qui jouent les professionnels de la révolution ou de la pensée révolutionnaires. Mieux vaut tâtonner dans l'obscurité en cherchant la vérité que marcher d'après des vérités acceptées d'autrui mais non comprises. Nous voulons bien nous instruire auprès des penseurs de la révolution, qu'ils soient marxistes ou marxistes matérialistes ou idéalites, mais nous refusons de prendre leurs enseignements (le plus souvent bourrés de contradictions et d'ambiguïtés) pour des vérités définitives et exclusives. Refusons les "ismes" d'où qu'ils viennent ! Nous ne vaincrons pas l'esclavage existant en restant les esclaves soumis à des maîtres-penseurs quels qu'ils soient. Efforçons-nous d'apprendre, mais pensons par nous-mêmes.

- d'un camarade de la région parisienne: ...mais je tiens à vous dire mon accord personnel pour vos efforts avec ce versement modeste. Je souhaite en plus qu'un regroupement de camarades orientés vers le même but se fasse: pourquoi un seul titre et une seule publication bi-mensuelle ne réunirait-il pas ICO + lutte de classes + Pouvoir Ouvrier?

- d'un camarade d'Alger: ces extraits d'une longue lettre d'un camarade d'Alger font suite aux lettres du même camarade déjà publiées dans ICO (Nos 25-27-29-30)

Lundi passé, le 22 mars 1965 a été présenté Ait Ahmed au juge d'instruction, en compagnie de ses co-accusés. Puis il a été écroué à la "Barberousse" entre les mains de la police officielle (en renfort). Agissant ainsi, Ben Bella veut déjouer d'avance son "adjoint" Mouari Boumedienne qui, on sait, n'a pas attendu le bon vouloir de Ben Bella pour faire passer par les armes le colonel Chabani. Donc la proie d'Ait Ahmed passe pour le moment sous le nez des sanguinaires de l'ANP.

... Il se trouve parmi les co-accusés en question, un cureton... cette fois-ci c'est un père blanc qui a vécu toute sa vie dans le coin d'origine d'Ait. (le bled s'appelle Djemaa Saharidj, en Kabylie). D'origine stalinienne, il aurait planqué pour le compte de F.P.S. (la bande de Ait) 129 millions (A.F.) Ce joli magot serait passé dans la caisse de l'Etat... pour un meilleur usage... (sauf prélèvements inavoués... bref.) Ce cureton sera naturellement jugé, plaçant non coupable et ignorant ce qu'il a planqué...

Tel le "père" (ou l'abbé) Beranguer qui, avec la bénédiction de Rome, "figurait" parmi ceux du FLN... d'aucuns diront que ce Père blanc n'aura pas reçu les assentiments d'un Paul VI et pour cause ! D'ailleurs l'ex-abbé devenu "frère Beranguer" n'est plus aussi bien coté au bureau politique. Et c'est surtout depuis que le citoyen (algérien) Si El Hadj Mohamed Duval... cardinal pour les amis et ambassadeur de la Ville Eternelle (de facto a jeté son ombre sur ce petit prêtre devenu superflu...

Aussi on attendent que ça évolue, Vatican dépense pour l'enseignement... C'est fou ce que les curés s'intéressent à l'instruction publique. Sachant que les fruits seront à point dans vingt ans... A notre siècle d'instabilité, la confiance du Pape dans une politique à longue échéance est remarquable. Faute de mieux ils enveniment la jeunesse... Que c'est beau...

... En parlant des anglais, eux au moins, ils ont le pied sur terre... mieux les pieds sur terre d'Afrique. Arzew... Pétrochimie et encore bien de l'espoir. Plus de 760 Land Rover vendues aux algériens en 1964 seulement. chapeau ... La chance des anglais, c'est la faute des allemands. Car on dit que les algériens s'en foutent de Nasser avec son Israël, mais voici que les gars d'Erhard se sont pointés en promettant monts et merveilles à condition que les USA, les anglais, la France, etc.. soient de but en blanc mis dehors. Sur ce, comme vous voyez les anglais ont bien joué...

Sur ce mécontentement général Ben Bella a répondu en invitant les cosmonautes (URSS) en les exhibant copieusement. Et ça fait son effet.

Toutefois, à ne pas négliger le fait que l'URSS se trouve ainsi épaulée à bon prix dans sa besogne de propagande. Avec à côté les Bulgares qui font "leur" exposition de l'art graphique, les hongrois qui tiennent "leur" quinzaine culturelle, etc... autant de bourrage de crâne.

Sur qui, vers quoi doit donc se rebattre l'indigène, à peine lettré mais à défaut copieusement gavé de toute cette merde?

Pour mieux brosser cette question, voyons le cas de la presse locale. Par exc. ple, après l'indépendance, c'était indiscutablement "la Dépêche" qui se vendait le mieux. Depuis sa fermeture, l'opposition (de deux côtés) s'est rabattue sur "l'Alger Rep.". Non pas pour ses vérités éventuelles, mais parce qu'il n'y a pas de choix. Or, ceux qui ne veulent pas le Peuple, ce canard étant celui du Bureau Politique faute de mieux, on lit Alger Rép. Ainsi et également la "masse" se balance entre le "parti" (où on n'y va que de force et encore) et le "moins pire", c'est-à-dire les genres d'attroupements comme l'UGTA, Union des femmes, etc... aussi ceux qui sympathiseront volontiers avec quelque opposition se rabattent donc sur les formations -apparemment- modérées. Ainsi ils subissent autant le virus en croyant s'échapper.

Pour en venir à l'UGTA et son 2ème Congrès, c'est visible, c'est le pouvoir qui cherche à se consolider en plaçant des "béné-oui-oui-", des têtes qui ne disent rien à personne, des mecs qui émergent de quelque "comité de gestion" et qui sont trop heureux à prêter leur nom pour gagner un peu plus. Car en matière de paye ne suffit-il pas de citer les 30.000 A.F. des ramasseurs d'ordures?

-1-

Le rôle des syndicats est loin de ce que l'on pratique déjà dans les pays capitalistes pour ne parler de leur activité de béni-oui-oui ici ou dans d'autres socialismes... En effet, n'est-ce pas beau de dire que l'on chasse à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme tout en remplaçant le méchant capitaliste par une personne morale (= société) qui vous suce encore plus le sang?

Beaucoup de vrais militants de la rébellion disent aujourd'hui qu'il valait mieux la domination de la France qu'elle a eu au moins la délicatesse de ne pas outrager la famille en débridant les moeurs de jeunes musulmanes. Et ils disent encore bien plus.. faudrait-il les assurer que la "milice" (police parallèle) de Ben Bella ne les attrape pas.

Pour terminer avec le 2ème Congrès de l'UGTA je vous signale simplement que les revendications formulées devront -logiquement- figurer depuis toujours sur le programme d'un gouvernement socialiste. Or, je répète, si Ben Bella a laissé pour les apparences, les gars de l'UGTA revendiquer (un chouilla) c'est pour prouver à quelque 60 délégations la liberté d'expression et aussi pour rendre populaire l'UGTA puisque "ses" revendications sont celles les plus urgentes que le peuple fasse, dans sa masse. Pourquoi "pousser" la popularité de l'UGTA? Simplement parce que le FLN a échoué. La réalité du FLN n'est qu'une poignée d'hommes qui veulent diriger une masse hostile, inerte, dérouterée, dans un carrefour où tous les "voisins" bien pensants, déversent leur salade idéologique. Or, en absorbant les groupes de cette masse ici et ailleurs UGTA, UFA, FLN, etc.. on achève de policer le pays à fond. Le but premier est de coller une carte verte et blanche dans la poche de tout le monde.

...Pour ceux qui ont assisté à ces manifestations du 2ème congrès UGTA on n'a vu que quelques éléments du FLN déguisés en "camarades" syndiqués qui ont donc amendé les textes, suivant l'orchestration digne d'un opéra-tragi-comique. Rien n'a été négligé au départ, tout a été prévu.

Les ministères sont doublés par des services identiques du BP dépendant de la villa Joly, pas d'Assemblée dans le sens propre, un corps de Préfets suppléant aux municipalités inexistantes, remplacées par des délégations spéciales, votes pour le candidat unique, sans choix, où le bulletin blanc n'apparaît même plus dans les comptes.. "

-:-:-:-

Viet-Nam

Le texte qui suit est le résumé de l'exposé d'un camarade à la réunion du 24 avril et de la brève discussion qui a suivi.

Quelle attitude devons-nous avoir devant une guerre qui se déroule actuellement, il ne faut pas se contenter d'analyses ou d'attitudes superficielles, mais voir clair en profondeur.

Je viens de lire un article sur la guerre au Viet-Nam (Révolution Prolétarienne- N° 503-Mars 65- R. Hagnauer- Faut-il choisir?): l'auteur déclare que dans le Sud, sous l'occupation américaine, il y a une liberté relative (puisque il y a lutte armée, des grèves, des manifestations, des putsh) alors que dans le Nord, c'est l'enfer, la dictature totale et il conclut ainsi: " A Moscou et à Pékin, il y a de violentes manifestations populaires que la police tolère et encadre, parce qu'elles expriment la volonté des maîtres". (souligné dans le texte). " New-York, il y a des manifestations populaires contre la guerre au Viet-Nam, donc contre la politique du gouvernement ".- " Avant de choisir entre le Socialisme et l'Impérialisme nous avons

" choisir pour les travailleurs du monde entier la liberté relative ou la servitude absolue. Pour ma part, j'ai choisi, et vous "

C'est doublement faux: d'une part c'est un dilemme faux et dangereux que de poser les situations comme un choix entre deux impérialismes, entre deux camps (I) d'autre part, le régime dans le Sud est aussi terroriste et policier que celui du Nord. Ce n'est qu'en reprenant l'histoire des luttes en Indochine que l'on peut voir comment évolue la situation.

L'Indochine, ancienne colonie française n'est pas une unité: d'un côté le Cambodge et le Laos sont de civilisation indienne, de l'autre le Viet-Nam (Tonkin, Annam, Cochinchine) sont de civilisation chinoise. Les réflexions qui suivent concernent surtout la Cochinchine; elles sont le reflet de mon expérience vécue jusqu'en 1948, et d'informations diverses ultérieurement.

Pour bien comprendre ce qui se passa, il faut se pénétrer de l'idée que l'Indochine est peuplée de 98% de paysans; c'est une guerre de paysans qui s'y déroule qui a pris, au cours des occupations successives, soit des formes latentes, rarement des formes ouvertes.

En fait, la résistance paysanne a toujours existé, parce que les paysans furent toujours opprimés, mais ils ne voient pas clair et sont prêts à soutenir une tendance politique quelconque qui paraît correspondre à leur propre tendance, se libérer du joug des propriétaires fonciers et de l'oppression impérialiste.

Au début du siècle, l'occupation française bouleverse les structures traditionnelles (royauté et lettrés dépossédés, catholicisme imposé) mais s'appuie sur les propriétaires fonciers pour dominer. De 1868 à 1900 les sociétés secrètes (royalistes voulant rétablir l'ancien régime) exploitent l'hostilité des paysans contre le colonialisme et les gros propriétaires. Les insurrections paysannes fréquentes sont noyées dans le sang, les meneurs exécutés.

En 1916, une société secrète " Le Ciel et la Terre " réussit à entraîner une insurrection paysanne, les troupes françaises étant retirées pour combattre en Europe. Les paysans attaquent la prison de Saïgon (avec des armes blanches et des amulettes qui doivent les rendre invulnérables aux balles...). C'est la répression, le poteau d'exécution, ou le bagne (cette période est décrite dans le livre "Les sociétés secrètes en Terre d'Annam", de G. Coulit- 1926).

La condition paysanne, c'est un esclavage inimaginable. La cellule de base de la domination impérialiste reste la commune traditionnelle (qui n'a rien à voir avec le village européen mais regroupe des hameaux dispersés - les paysans demeurent dans des paillotes). Les notables- les propriétaires fonciers- sont désignés par les français pour former le conseil des notables qui administre la commune, c'est-à-dire aide à lever l'impôt personnel (dû sous peine de prison). Les paysans riches qui disposent de la terre qu'ils exploitent eux-mêmes en employant quelques ouvriers agricoles sont en minorité. Ils sont dans l'aisance. Les paysans moyens qui vivent péniblement sont des fermiers. Le plus grand nombre c'est des paysans pauvres qui sont au bord de la misère avec un minuscule lopin de terre, qui doivent travailler en plus chez les propriétaires fonciers. Les prolétaires des rizières sont les travailleurs exploités par les paysans riches et les propriétaires fonciers: ils travaillent la terre, servent comme domestiques, bouviers, etc.. Tout ce monde de paysans est exploité par l'impérialisme dont les propriétaires fonciers forment les agents économiques et d'administration à la campagne. La bourgeoisie des villes est une fraction de la classe des propriétaires fonciers.

(I) voir textes suivantes, discussion sur le nationalisme.

Les véritables insurrections paysannes commencent vers 1930. Dès cette époque, il y a une concurrence entre les nationalistes et les communistes pour gagner les paysans; c'est une succession de grèves ouvrières, de manifestations, d'insurrections paysannes ouvertes;

- 1926: grève de l'arsenal
- 1930: mutinerie de Yen-Bay (Tonkin) déclenchée par les nationalistes républicains- des officiers sont fusillés (nuit du 9 au 10 février).
- 1931: manifestations paysannes contre l'impôt personnel et la corvée
- 1936: grèves généralisées des ouvriers et manifestations paysannes sous la direction des communistes (staliniens et trotskystes) (Front Populaire en France).
- le 29/5/39: à la déclaration de guerre, les français raflent les militants de tous bords, nationalistes, religieux, communistes, les envoient à Poulo-Condor (le bagnon), les parquent dans des camps dans la forêt, où ils seront décimés.
- en 1940: insurrection paysanne organisée par le parti communiste écrasée par les français.

Les paysans ne connaissent que leur réalité directe: leur misère par manque de terre- leur outil de travail- les propriétaires qui les oppressent soutiement et profitent des occupants français (ou autres après), les exactions de l'administration coloniale (impôts, etc..) le pillage et les tueries des troupes d'occupation (quelles qu'elles soient). Il ne sait rien de ce qui se passe ailleurs; il n'a aucune image du socialisme; il se révolte, il tue les notables et sa pensée c'est d'avoir la terre pour vivre et de supprimer l'occupant et ses auxiliaires.

Que propose le Parti Communiste (fondé vers 1929- l'ancienne "Jeunesse Nationaliste" transformée) aux paysans: le partage des terres et l'abolition de la propriété foncière et il prône une "dictature démocratique ouvrière et paysanne". Les groupes trotskystes proposent la même chose mais prônent une "dictature du prolétariat" Communistes et trotskystes parlent également d'indépendance nationale, de libération paysanne par la réforme agraire (on retrouve les schémas de la "Révolution Permanente") En Indochine, il n'y a que quelques 100.000 ouvriers. Les trotskystes ont quelques cellules ouvrières pour leur dictature du prolétariat (lequel est inexistant); les communistes s'implantent dans les campagnes.

L'occupation japonaise aboutit de plus en plus au pillage économique avec la complicité des français; la misère est incroyable (dans la Plaine des Joncs en certains endroits les paysans n'ont qu'un seul habit de sac de jute par couple, la femme reste nue à la maison pendant que le mari va travailler). Les sectes magico-religieuses se développent sous forme de bandes armées.

Le 9 mai 1945, le Japon met au rancart toute l'administration française et jusqu'à la capitulation tente d'organiser le pays pour secourir ses troupes. De jeunes paysans sont enrôlés dans des organisations paramilitaires appelées "Jeunesse d'avant-garde". En août 1945, à la capitulation c'est le "vide politique". Les forces "organisées" sont ces organisations paramilitaires et les sectes-bandes chez lesquelles on peut analyser le passage de l'esprit de secte (forces occultes, drapeau, symboles) à l'esprit de parti (direction inconnue omniprésente, drapeau, symboles). L'Indochine a été partagée à Postdam par le fameux 17^e parallèle, influence chinoise /en (Chine de Tchang-Kaï-Chek dont Mao-Tsé-Tung prendra la relève /impérialisme) au Nord, influence anglaise au Sud. Les Japonais donnent les armes aux nationalistes pour créer des difficultés aux occupants; les anglais réarment les français libérés des camps; le PC se déclare du côté des alliés (russes, américains, et anglais). Les français s'appuient sur les sectes (des chefs de bande deviennent généraux). Les jeunesses paysannes (organisation paramilitaire japonaise) deviennent la force organisée du PC stalinien). Les trotskystes organisent une "centurie ouvrière"- embryon d'une organisation militaire

(tramways de Saïgon). Tout le monde est sur les dents.

C'est dans ces conditions qu'éclate l'insurrection. Le P.C. développe méthodiquement son plan pour la prise du pouvoir. A Saïgon, pour la première fois se déroule une manifestation incroyable de 300.000 - la plupart jeunesses paysannes sous contrôle stalinien - mais aussi brigands tatoués, torse nu, sectes bouddhistes... armées. Le PC manœuvre pour former un gouvernement provisoire. Ils promettent aux paysans la terre, la suppression des impôts. Le jour suivant la manifestation le gouvernement d'Ho Chi Minh est proclamé dans le Sud. Les français réarmés cherchent à réoccuper Saïgon. Le 23/9/45 des batailles de rucs s'y déroulent; la situation est confuse; les paysans se retirent; le PC organise les maquis, (assassine tous ses opposants: trotskystes, nationalistes, magico-religieux); en fait un véritable état, un embryon d'état en guerre avec l'état français, puis américain.

La guerre s'est poursuivie jusqu'à maintenant sous cet aspect. Le paysan rêve toujours à ce qu'on lui a promis; il ne voit aucunement l'aspect global des choses; au niveau de sa commune, il y a toujours un occupant-américain, des notables, qui le pressurent, il subit la guerre, le pillage, etc.. S'il se révolte, il n'a pas d'autres ressources que de prendre le maquis lequel est entièrement contrôlé par le parti communiste et le Nord; comme dans le passé, il identifie son combat et celui du parti qui veut arriver au pouvoir. Au lieu de se libérer, il met en place une autre classe: la bureaucratie.

Devant une telle guerre entre Etats, on ne peut rien. Le seul problème des pays "arriérés" est celui de la terre mais il ne peut pas être résolu sur une base nationale. Les paysans pauvres doivent participer à une libération globale comprenant aussi bien les pays avancés que les autres, le socialisme exprimant la solidarité internationale. Sinon la "révolution" amène l'enrôlement des paysans par un état et une guerre entre état nationaux et, ouvertement ou en coulisse, entre impérialismes.

Ces événements permettent de faire la critique de toutes les théories trotskystes ou autres, sur l'indépendance nationale. Partout on voit s'installer des régimes semblables sous cette couverture, qu'ils se qualifient ou non "dictature du prolétariat".

QUE FAIRE dans UNE TELLE SITUATION?

En Indochine, prendre position conduit immédiatement sous l'emprise totalitaire de l'un ou l'autre camp, ou bien à être éliminé par l'un ou (et) l'autre. Depuis le début de la guerre en 1945, tous les opposants révolutionnaires ont été éliminés (assassinats, "accidents"...) par le PC. A l'échelle de l'histoire et du monde, tout prend sa véritable dimension. Que Faire? Si l'on est sur place, se terrer, fuir, essayer d'échapper à l'emprise totalitaire de l'un ou l'autre camp; mais en période de guerre entre état, c'est difficile et dangereux d'éviter l'embrigadement. Si l'on est ici, on n'a pas le droit de mentir et de laisser croire qu'un choix entre un camp et un autre est une issue.

P.S. Nous n'avons pas eu le temps d'approfondir la discussion sur ce qu'on appelle la "réforme agraire" et le partage des terres aux paysans. Nous pensons que sous un état capitaliste -dirigé par les capitalistes ou bureaucrates ou ouvriers- la vraie libération du paysan exploité et opprimé est impossible, quel que soit le régime imposé ou accordé suivant l'aspiration générale des paysans pauvres: partage des terres ou collectivisation étatique, tout n'est que tromperie au profit de l'état et changement de forme dans l'exploitation du travail paysan.

Tout comme la gestion ouvrière n'a un sens socialiste qu'avec la fin de l'état capitaliste et que les ouvriers n'existent plus comme classe ouvrière, la fin de l'esclavage du paysan n'aura lieu que simultanément avec celle de l'ouvrier.

la question nationale

Alors que raisonnablement, depuis plus de cinquante ans, nous pouvions penser que la "question nationale" ne constituait plus un problème pour des "révolutionnaires", pour des minorités averties, nous avons dû constater, simplement lors des guerres d'Indochine ou d'Algérie, c'est-à-dire depuis la fin de la seconde guerre mondiale, que ce problème continuait à empoisonner de nombreux camarades.

Toute guerre, quelle que soit son occasion, et quel qu'en soit le vainqueur ou le vaincu, est un attentat contre les intérêts des exploités de tous les pays, et, la soutenir, c'est se mettre automatiquement du côté des exploités.

I/ Le problème national a son origine dans le monde bourgeois, capitaliste et impérialiste. Jusqu'en 1917, les révolutions bourgeoises mettent ce problème à l'ordre du jour.

La "libération nationale" est une revendication de la bourgeoisie opprimée par l'étranger, soit dans un pays dit "libre" soit dans un pays dit "colonisé".

À l'ère où la politique mondiale de l'impérialisme domine la vie et le destin de tous les états, il ne peut plus être question de guerres nationales.

Depuis plus de cinquante ans, toute guerre est par essence une guerre impérialiste, une guerre dans l'intérêt de l'exploitation capitaliste, dans l'intérêt de tous les exploités.

II/ Si à une certaine époque, des courants socialistes, anarchistes ou simplement "libéraux" pensaient que l'indépendance nationale avait une certaine valeur, qu'elle apportait un minimum de libertés admis dans le cadre d'une démocratie bourgeoise, nous savons que depuis plus de cinquante ans il ne peut plus en être de même c'est certain.

À notre époque, le nationalisme est incapable de constituer une étape nécessaire vers la libération des peuples, il y a une multitude d'exemples dans ce domaine. Ces mouvements nationalistes, dits mouvements d'émancipation nationale ne peuvent être ce qu'on appelle "progressif" et ne peuvent en aucun cas affaiblir les différents impérialismes bien au contraire.

Les intérêts "nationaux" ne sont qu'un moyen de duper les classes exploitées pour qu'elles se mettent au service de leur ennemi mortel: l'impérialisme.

III/ Les exploités ont toujours utilisé les mythes pour associer les exploités à leur politique de domination. Ils ont su utiliser le mythe de la révolution des "peuples" contre d'autres peuples exploités.

Le mythe national, même issu d'une révolte contre une autre nation qui opprime, a des causes économiques dont il faut tenir compte et cela en dehors de la partie consciente du peuple. Toutes les révoltes qui ont eu lieu depuis les origines de l'humanité ne peuvent être séparées de la position sociale des différents peuples et des classes sociales qui ont provoqué ces révoltes.

Au cours des révolutions française ou russe, il est certain que des grands sacrifices ont été le lot des peuples, nous constatons que les ouvriers, que les exploités, dans ce genre d'exercice font simplement les frais de ces révolutions bourgeoises, l'une considérée de type classique et l'autre bourgeoise au sens du XIX^e siècle.

Le mythe nationaliste reste le moteur idéologique permettant à une classe d'en exploiter une autre. Créer une nouvelle nation, c'est créer des lois, créer des institutions, créer des administrations en fonction d'intérêts de classe.

IV/ Aujourd'hui, le monde entier est contrôlé par des impérialismes qui soumettent à titre divers d'autres impérialismes moins puissants et l'ensemble des bourgeoisies nationales.

De nos jours, l'indépendance nationale signifie simplement se libérer du joug d'un impérialisme pour retomber sous le joug d'un impérialisme rival. Si certaines bourgeoisies nationales, comme celle de Cuba, d'Egypte, de France, ou d'Indonésie, par exemple, ont encore la possibilité de jouer sur plusieurs tableaux et de profiter de leur position géographique, cela est devenu impossible pour d'autres comme nous l'avons vu en 1956 dans les pays de l'Europe Orientale ou depuis plusieurs décades sur le continent américain.

La libération d'une ancienne "colonie" ne peut échapper à cette règle, nous l'avons vu récemment avec l'Algérie. Pour les travailleurs, de quelque pays qu'ils soient, il s'agit donc uniquement d'une lutte contre l'impérialisme en général dans la perspective de la suppression complète de toute exploitation.

Les nouvelles nations qui se créent doivent être aidées par de plus puissantes. L'intervention technique et financière des grandes nations est indispensable. La pénétration financière se fait sous des formes connues depuis longtemps. Chaque nouvelle nation créée signifie pour les pays plus développés économiquement de nouveaux débouchés, c'est un renforcement de l'impérialisme.

En 1965, nous voyons ces luttes d'influence au sein de différents pays non terminées comme dans l'ex-Congo Belge, dans l'Inde, au Kenya, etc... La querelle de Chypre n'a rien à voir avec l'indépendance nationale, mais reste bien au centre des conflits impérialistes. Nous voyons l'Indonésie, pays de quelque cent millions d'habitants jouer au plus offrant entre les Etats-Unis et l'URSS d'abord, entre l'URSS et la Chine ensuite. Si jusqu'à maintenant la Yougoslavie a pu faire figure d'un semblant d'indépendance, ce n'est qu'en raison de l'éloignement physique de la Russie et des gages qu'elle donne et qu'elle rappelle constamment à cette dernière.

Dans l'Europe occidentale, pourtant fortement industrialisée, nous voyons journellement la pénétration financière des Etats-Unis de plus en plus importante.

Le Marché Commun est une preuve de révolte et d'indépendance de la vieille Europe contre cette colonisation des Etats-Unis. Un esprit nationaliste sans doute européen, mais nationaliste tout de même, apparaît dans les positions des différentes bourgeoisies de l'Europe occidentale. Comme pour les autres nationalismes l'exploité n'a pas à s'y associer mais à lutter contre tout impérialisme quel qu'il soit.

V/ Prenant les empires coloniaux, nous constatons que leur effondrement n'a apporté aucune solution aux peuples, que ce soit pour les vingt nations créées au XIXème siècle à la suite de la chute de l'empire espagnol dans les Amériques, que ce soit au XXème siècle à la suite de la chute des empires coloniaux anglais ou français Birmanie- Indes- Afriques du Nord, etc... bien sûr la liste est loin d'être close et ce ne sont que des exemples.

Dans tous les pays qui ont eu soi-disant accès à l'indépendance nationale, les problèmes intéressant les masses, les ouvriers et les paysans n'ont reçu aucune solution.

Dans ces pays, il y a modification du statut juridique par rapport à l'impérialisme étranger dominant mais, l'oppression impérialiste reste la même sur les exploités, elle reste entière, masquée simplement par la bourgeoisie nationaliste elle-même.

VI/ Dans le cadre de l'impérialisme d'aujourd'hui, il ne peut être

question d'indépendance nationale. Cette indépendance nationale d'ailleurs, n'a aucune raison d'être puisque la question essentielle est la suppression de toute exploitation sur les plans économique, politique, culturel. La suppression de toute exploitation est l'unique moyen pour éliminer l'impérialisme qui fit naître les revendications d'indépendance nationale ou de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le développement social, freiné par les cadres nationaux, la lutte contre les impérialismes se confondent avec la lutte contre les oppresseurs nationaux. Seule l'abolition complète de toute exploitation peut résoudre le problème.

L'acceptation des mots d'ordre bourgeois "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ou "lutte pour l'indépendance nationale" poussent les camarades dits "révolutionnaires" ou "d'avant-garde" vers des positions purement nationalistes, ce qui signifie une participation directe et active, consciente ou inconsciente, dans un groupe ou dans un courant impérialiste.

La libération des peuples coloniaux, en l'absence d'une lutte contre la suppression de toute exploitation, est une phrase creuse, vide de sens. Le mot d'ordre entraîne inévitablement le choix entre deux impérialismes rivaux, même si des éléments révolutionnaires sincères participent à ce mouvement de révolte.

Aider les esclaves coloniaux n'est que du verbiage, une mystification inopérante, quelque soit le nombre de tracts, de journaux, etc... qui s'en réclament.

Pour les mêmes raisons, il est indispensable de rejeter le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de nombreux impérialismes ont pu l'utiliser pour leurs propres intérêts. Ce mot d'ordre sans consistance permet à la bourgeoisie de disposer des forces des exploités et de les écraser. Il en est de même du mot "peuple", c'est une notion qui recouvre un amalgame confus ne permettant aucune action contre l'exploitation véritable de la lutte menée par les exploités.

VII/ La liberté et l'indépendance d'aucune nation opprimée ne sauraient surgir de la politique des Etats impérialistes, ni résulter d'une guerre impérialiste.

Les petites nations, dont les classes dominantes ne sont que les appendices et les complices des classes dominantes de plus grands Etats et des coalitions de ces derniers, ne constituent que des pions dans le jeu impérialiste des grandes puissances et, on abuse d'elles comme on abuse des classes exploitées durant la guerre pour les sacrifier après la guerre sur l'autel des intérêts capitalistes.

L'abolition de l'impérialisme moderne, avec sa colonisation et ses sphères d'influence, est liée à la lutte contre toute exploitation, à la lutte entre les exploités et les exploités. Il n'y a pas de solution intermédiaire provisoire possible.

La libération par la suppression de toute exploitation, cela ne signifiera pas l'indépendance nationale bien entendu, mais la gestion de toutes les activités économiques, dans toutes les régions par les exploités eux-mêmes.

Nations et nationalisme n'existent qu'en tant que volonté bourgeoise de diviser, d'isoler, de cloisonner les forces des exploités mais, ces notions ont cessé d'exister en tant que facteur économique valable.

Aucun soutien n'est possible, de quelque manière que ce soit, aux mouvements dits d'indépendance nationale. Ces mouvements ne peuvent être que l'expression des bourgeois nationaux de demain, des bureaucrates et des technocrates qui encadreront les ouvriers et les paysans. L'exemple de l'Algérie est assez récent pour être convaincu mais, naturellement, il en existe bien d'autres.

VIII/ Le nationalisme, encore aujourd'hui, constitue la pierre de touche de l'impérialisme mondial.

A aucun moment, et sous aucun prétexte, les exploités ne pourront se lier à un mouvement national quelconque.

La lutte pour la liberté d'un "peuple" ne peut se concevoir que sur ces bases très simples:

- lutte contre les causes économiques qui provoquent les guerres
- lutte pour la suppression de toute classe sociale donc lutte pour la suppression de toute exploitation.
- lutte pour la suppression de toute nation et de tout Etat.

La libération sera avant tout économique, sociale et culturelle. Les problèmes posés en Europe et en Afrique, en Asie et en Amérique, sont les mêmes pour tous les exploités. Les problèmes coloniaux n'ont pas été compris parce que l'exploité de la métropole lui-même a été incapable de comprendre ses propres problèmes.

L'économie moderne a un caractère universel; au XIX^e siècle, les nationalismes ne sont pas un processus nécessaire, l'indépendance nationale ne peut que couvrir une nouvelle exploitation. La conception nation entraîne la dépendance de l'homme, la négation de l'homme en tant qu'individu.

La bataille doit être engagée sans distinction de race et de couleur. La fin de toute exploitation et la libération de tout individu ne peut se faire que contre tout nationalisme.

---:---:---

réflexions

d'un camarade après discussion sur la question nationale

Il ne fait aujourd'hui plus de doute que ce qu'on a appelé "la révolution algérienne" a eu pour résultat de porter au pouvoir une classe de bureaucrates nationaux en remplacement des bourgeois coloniaux. Pourtant, nombreux ont été, à l'intérieur des petits groupes révolutionnaires, ceux qui assignaient au combat des Algériens un sens beaucoup plus radical. Ils sont aujourd'hui divisés quant à l'attitude qu'ils prennent par rapport à la réalité sociale algérienne. Les uns se sont rangés du côté de la nouvelle classe dirigeante soit en occupant des fonctions de bureaucrates dans les ministères et autres organismes de l'Algérie "socialiste", soit en se faisant par leurs écrits, les apôtres du nouveau régime, dont ils couvrent ainsi le caractère d'exploitation. Nous en connaissons tous de cette espèce, pour qui les réseaux de soutien ont été les filières qui leur ont permis, après la "révolution" de se hisser à des postes de dirigeants. Ce sont là des faits susceptibles d'éclairer sur le sens du mouvement. D'autres, sans nier le caractère de régime d'exploitation de l'Algérie indépendante, se refusent cependant à revenir sur l'interprétation révolutionnaire qu'ils avaient donné à la guerre.

Ils sont amenés ainsi à introduire une rupture dans le processus, à postuler un moment à partir duquel le sens du mouvement s'inverse. En quoi leur position n'est pas plus satisfaisante que celles des trotskystes, pour qui l'orientation du régime issu de la révolution russe devient critiquable seulement à partir d'une certaine date. La rupture que l'on introduit ainsi est le contraire d'une explication, elle traduit une impuissance à saisir la continuité du processus social. Ainsi, Pouvoir Ouvrier a publié à l'époque de l'indépendance un article lucide sur "la dissolution du concept confusionniste du peuple et l'apparition de classes" qui venaient rompre "l'unité nationale", mais sans pour autant revenir sur les articles de la période de la guerre, où la lutte des Algériens était présentée comme révolutionnaire.

-1-

Nous-mêmes, à l'époque, avons fait nôtre cette interprétation. Mais c'était les débuts de notre activité, l'expérience nous manquait pour assigner aux événements leur sens véritable. En outre, il régnait dans les milieux "révolutionnaires" un conformisme idéologique étouffant, confinant au terrorisme intellectuel: émettre des doutes sur le sens révolutionnaire du mouvement, ç'aurait été se faire traiter de "fasciste", etc... Les Temps Modernes déliraient sur la "responsabilité collective" et autres niaiseries moralisantes; je n'épargne pas "Socialisme ou Barbarie" qui sous la pression d'une bande d'étudiants ignorants et excités, semblait dans un activisme et surenchère de bas étage, vaguement justifiés par des sophismes d'aspect révolutionnaire. De telles époques -comme celle de la résistance- sont intéressantes, en ce qu'elles permettent de distinguer ceux, la plupart des militants, qui sont prêts à soutenir une patrie contre une autre, de ceux qui gardent leur lucidité: il en a existé dès l'époque de la guerre, mais ceux-là ne faisaient pas le tapage des autres.

Je pense que dès la guerre, on pouvait connaître le sens de la lutte des Algériens, et que c'était sans plus une guerre pour l'indépendance nationale.

On disait à l'époque pour justifier le soutien direct ou indirect à la cause algérienne, que "les algériens n'ont pas pris les armes pour avoir un drapeau et un hymne national". Ce n'était pas prouvé, on le postulait, parce qu'on désirait à tout prix projeter le schéma de la révolution sociale sur la guerre d'indépendance nationale. Pour le but que se fixaient les algériens, les paysans en armes, (car pour les bureaucrates de Tunis, le leur était clair), je ne crois pas qu'ils en avaient un d'explicite. La prise d'armes, la révolte, se faisaient davantage contre une situation intenable qu'en vue de quelque chose de déterminé. Force est bien de reconnaître, quand on considère l'issue de l'affaire, que les masses n'avaient pas cette conscience socialiste qu'on leur prêtait, qu'elles ont installé "leur" gouvernement à la place du gouvernement colonial, qu'elles n'ont à aucun moment tenté de déborder les leaders. On touche ici au problème de l'encadrement, capital à mon avis. Peut-être, ce n'est pas sûr, les paysans algériens mettaient-ils dans leur mouvement autre chose que le désir de l'indépendance nationale. La couche de bureaucrates politiques donnait, elle, au mouvement, un sens précis: celui de sa promotion au rôle de classe dirigeante. Et elle organisait et encadrait les masses en fonction de ses objectifs. Mais c'est un fait que la discipline, c'est-à-dire la soumission à la classe dirigeante en gestation, a été très complète, tant chez les combattants d'Algérie que chez ceux qui venaient en France. Nous savons très bien que l'appareil recourait sans obstacle à la terreur pour pressurer ses sujets ou pour éliminer les gens "pas dans la ligne". C'est finalement cet encadrement qui déterminait le sens du mouvement comme la gestation d'un nouveau régime d'exploitation.

Autre élément: les manifestations purement nationalistes de la part des masses n'ont pas manqué. Par exemple, les manifestations de décembre 1961, avec drapeaux, "Vive l'Algérie", etc.. Il était bien sûr aisé aux bureaucrates de faire régner dans les masses l'idée diffuse que le départ des français arrangerait tout; mais aisé seulement, parce qu'elles étaient disposées à l'admettre. Autre élément réactionnaire: le traditionalisme familial et religieux, dont nous voyons aujourd'hui l'épanouissement. A l'exploitation sociale, vient s'adjoindre le corollaire du crétinisme religieux entretenu par les dirigeants, de même que "les valeurs de l'Islam".

On ne peut dissocier le résultat du processus qui l'a engendré. Et on ne peut manquer d'apercevoir dans ce processus les germes de l'actuel régime d'exploitation de l'Algérie Indépendante.

Si pour ceux qui gardaient une pensée indépendante face à l'affrontement des conformismes de droite et de gauche- chacun avec leurs activistes- la guerre n'avait pas de contenu révolutionnaire, on pouvait s'en rendre compte également par le soutien apporté à la cause des algériens par des membres de la classe dirigeante française. Nous savons par expérience que tous les mouvements réellement libérateurs se sont heurtés à l'hostilité conjuguée des bourgeois et des appareils politiques et syndicaux qui n'ont eu de ressource que de les écraser faute de pouvoir les utiliser. Il était dans ces conditions instructif de voir se ranger du côté des algériens: des curés, des avocats, des "notabilités littéraires et artistiques", des universitaires de haut

des patriotes résistants, sans oublier des trotskystes, dirigeants sans emploi, qui rêvaient d'un commandement dans les maquis du Massif Central... Ce mouvement n'a fait que s'accroître à mesure que le conflit se prolongeait. Ce fait que des gens liés à la classe dirigeante se trouvent en rupture avec la politique officielle de leur classe n'a rien de nouveau. Les années précédant la Révolution Française voyaient nombre de fonctionnaires chargés de la répression pactiser avec les contrevenants, la résistance n'est pas autre chose, en Espagne, actuellement, universitaires, curés, industriels syndicalistes, témoignent par leur opposition et l'impuissance croissante de la répression à leur égard, du fait que les cadres du régime franquiste ne sont plus adaptés à l'évolution de la société espagnole. Le sens de telles défections est rien moins que révolutionnaire, cela signifie que de façon globale ou sur un point précis, la manière de gouverner doit subir un changement, des membres de la classe dirigeante se voient ainsi dans la nécessité de se placer momentanément hors des lois, les formes politiques évoluent plus lentement que les processus sociaux réels. Ces gens-là préparent la relève, et retrouvent des places sitôt que s'est produite l'évolution qu'ils avaient devancée. En France, à l'époque de la guerre d'Algérie, ils faisaient appel au bon sens: que l'indépendance de l'Algérie était dans l'ordre des choses, etc... Ce l'était en effet, cela faisait partie, quoi que nous en ayons eu, de l'évolution du capitalisme. Mais alors, il faut renoncer à parler du contenu révolutionnaire de la guerre d'Algérie.

Exclusivement guerre pour l'indépendance nationale, dans laquelle les buts des dirigeants ne se sont pas heurtés à des objectifs autonomes des masses, ce n'est pas par accident que la guerre d'Algérie a connu l'issue réactionnaire qui est la sienne. Outre cette conclusion, on peut tirer celle du peu de solidité des milieux révolutionnaires, toujours prêts à s'aveugler sur la réalité au profit de leurs schémas de pensée, et participant à l'entreprise confusionniste des appareils bureaucratiques. Et aussi, qu'être révolutionnaires de façon authentique, c'est être en permanence scandaleux, car il n'est pas concevable que nous ayons quelque chose de commun avec les exploités de droite ou de gauche. Cela nous expose à l'hostilité des uns et des autres, et réclame de nous un effort constant pour maintenir l'exercice d'une pensée aussi indépendante que possible.

---:---:---

des luttes

loire

-d'un camarade de St Etienne:

Depuis le mois de mars la presse nationale a parlé des différents mouvements et grèves qui se sont déroulés dans la région stéphanoise. Il est à peu près certain que si la presse nationale a tenu à parler de la ville de St Etienne, c'est parce qu'il ne se passait rien ailleurs. Les trois appels lancés par les unions locales CGT et CFDT, le 2 avril, le 8 avril et le 21 avril, ont été décidés à la bourse du travail par les militants, dans le but d'essayer de lancer une campagne revendicative. Le seul mouvement sérieux à ma connaissance est celui des Forges Stéphanoises, où les différents mouvements revendicatifs ont débuté le 15 mars (voir Le Monde, 1^{er} avril), et là encore, il s'agit d'un mouvement catégoriel, 150 ouvriers de l'entretien ont demandé une augmentation de 20 frs de l'heure. Au début la grève était presque totale pour devenir progressivement tourmente sous l'influence notamment des militants syndicalistes (les centrales syndicales déconseillent la grève totale). Actuellement le conflit n'est pas encore réglé aux forges stéphanoises où la direction a procédé à des augmentations individuelles, allant de 0 à 20 Frs. Pour les autres boîtes les grèves ont été très moyennement suivies. Les boîtes qualifiées de "réactionnaires" n'ont pas du tout débrayé, quant à celles qui l'ont fait, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'y a pas eu d'enthousiasme. Nous devions être environ 250 le jeudi 2 avril à la Bourse du Travail de St Etienne et non 15.000 comme l'affirme l'Humanité au meeting

d'information organisé par la CGT-CFDT. (cela donne une idée du crédit que l'on peut accorder aux informations de l'Humanité).

Je pourrais encore dire ceci pour démontrer l'indifférence du grand nombre des travailleurs à ces grèves décidées par les militants et permanents à la Bourse. Les gars sont d'accord pour faire grève l'après-midi mais non le matin. Ainsi la dernière en date, se déroule en fin de journée. Je dois aussi porter témoignage que même lorsque les militants syndicalistes essaient de discuter avec les gars ils trouvent une indifférence totale chez les travailleurs. Ainsi dans la boîte où je travaille (IOC ouvriers) la section syndicale organise une réunion le mardi 20 avril pour décider si oui ou non on devait arrêter les heures supplémentaires. La réunion s'est déroulée dans les vestiaires à 18h (autrement pas moyen de toucher les gars) A ma grande surprise personne ne prit la parole parmi les ouvriers. La seule chose qui compte c'était partir...

Personnellement, j'en retire l'impression que les gars ne se sentent pas concernés; l'habitude est prise maintenant: les décisions c'est aux délégués, aux permanents qu'ils prennent; car chose curieuse, quoique sans enthousiasme et parfois en "rechignant" la majorité des gars ne font plus d'heures supplémentaires.

Pour terminer, une nouvelle grève doit avoir lieu le mercredi 5 mai, dans la métallurgie de la Loire. La CGT-CFDT et cette fois FD appellent à une grève de deux heures, en fin de journée (finis les meeting)

Rien de bien sérieux, je pense que lorsque la chambre patronale voudra arrêter ces mouvements, nous aurons de 2 à 3 1/2 sur les salaires et tout rentrera dans l'ordre... félicités par nos syndicats.

LES LUTTES SYNDICALES

(tract diffusé par la CGT dans la région de Saint Etienne (Loire))

APPEL A LA POPULATION STEPHANOISE

Pour aider les travailleurs des Forges Stéphanoises en grève, les sections syndicales CGT de l'Horreut St Etienne organise le Vendredi 16 avril à 21h Bourse du Travail de St Etienne UN GRAND GALA DE CATCH L'entrée est gratuite Une collecte sera faite à l'intérieur. Programme de la soirée:

1er combat en 30 minutes ou un tombé.....

4eme combat -en deux manches et une belle...

Nous remercions par avance les catcheurs de l'Olympique Club stéphanois de leur geste désintéressé en venir tombé gratuitement au profit des travailleurs en grève.

---:---:---:---:---:---

Sur l'AIT (n° 68 de février 1965, journal de l'organisation internationale du syndicalisme révolutionnaire paraissant trimestriellement: rien de plus que ce que l'on trouve dans toute la presse traditionnelle dite de gauche, stalinienne ou catholique, libérale ou socialiste peu importe, les articles passent partout comme dans tous ces papiers: le racisme, la faim dans le monde, le néo-nazisme etc.. Curieux, l'AIT proteste parce que le Comte de Paris représentait le gouvernement aux obsèques du cardinal Gerlier! Quelle incohérence également sur Goldwater, tous ces mots de fascisme, de goldwatérisme, de néo-fascisme soutenu par les industriels, qu'est ce que tout cela veut dire et Johnson serait sans doute un saint, le "moindre mal"? Et plus loin "l'impérialisme américain, force contre révolutionnaire la plus puissante du monde" l'AIT connaît dans doute des impérialismes favorables à la révolution

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 5 F.**

Versements : **I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication

P. BLACHIER